

États financiers consolidés résumés intermédiaires du

GROUPE CGI INC.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016
(non audités)

États consolidés intermédiaires du résultat

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

	Notes	2017	2016
		\$	\$
Revenus		2 816 895	2 675 719
Charges opérationnelles			
Coûts des services et frais de vente et d'administration		2 410 632	2 276 704
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	8b	15 746	3 105
Coûts de restructuration	4	32 773	—
Charges financières nettes		17 134	18 520
(Gain) perte de change		(69)	2 354
		2 476 216	2 300 683
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices		340 679	375 036
Charge d'impôt sur les bénéfices		55 414	99 385
Bénéfice net		285 265	275 651
Bénéfice par action			
Bénéfice de base par action	7c	0,99	0,91
Bénéfice par action après dilution	7c	0,98	0,89

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés intermédiaires du résultat global

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	2017	2016
	\$	\$
Bénéfice net	285 265	275 651
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	56 358	(107 262)
(Pertes nettes) gains nets sur les instruments financiers dérivés ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(14 845)	11 703
Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie	1 688	(4 285)
Pertes nettes non réalisées sur les placements disponibles à la vente	(317)	(1 833)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Gains nets (pertes nettes) de réévaluation sur les régimes à prestations définies	13 037	(3 289)
Autres éléments du résultat global	55 921	(104 966)
Résultat global	341 186	170 685

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Bilans consolidés intermédiaires

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Au 31 décembre 2017	Au 30 septembre 2017
		\$	\$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9c et 11	238 942	165 872
Créances clients		1 435 822	1 285 880
Travaux en cours		946 106	922 620
Instruments financiers dérivés courants	11	13 873	8 152
Charges payées d'avance et autres actifs courants		156 901	160 402
Impôt sur les bénéfices		5 834	6 541
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients		2 797 478	2 549 467
Fonds détenus pour des clients		395 499	313 552
Total des actifs courants		3 192 977	2 863 019
Immobilisations corporelles		391 507	396 613
Coûts liés à des contrats		232 110	243 056
Immobilisations incorporelles		516 359	490 426
Autres actifs non courants		87 201	85 159
Actifs financiers non courants		101 132	111 307
Actifs d'impôt différé		134 556	146 602
Goodwill		7 301 662	7 060 030
		11 957 504	11 396 212
Passif			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		1 105 795	1 004 307
Rémunération à payer		616 007	578 886
Instruments financiers dérivés courants	11	31 336	12 069
Revenus différés		446 271	409 332
Impôt sur les bénéfices		218 835	174 102
Provisions		96 341	86 154
Tranche courante de la dette à long terme		304 067	122 467
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients		2 818 652	2 387 317
Obligations liées aux fonds des clients		396 369	314 233
Total des passifs courants		3 215 021	2 701 550
Provisions non courantes		38 330	40 892
Dette à long terme		1 518 825	1 739 536
Autres passifs non courants		202 722	213 436
Instruments financiers dérivés non courants	11	69 481	82 365
Impôt sur les bénéfices à long terme		10 271	—
Passifs d'impôt différé		160 963	213 515
Obligations au titre des prestations de retraite		188 811	202 292
		5 404 424	5 193 586
Capitaux propres			
Bénéfices non distribués		4 079 704	3 794 439
Cumul des autres éléments du résultat global	6	215 312	159 391
Capital-actions	7a	2 067 545	2 054 725
Surplus d'apport		190 519	194 071
		6 553 080	6 202 626
		11 957 504	11 396 212

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital-actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2017		3 794 439	159 391	2 054 725	194 071	6 202 626
Bénéfice net		285 265	—	—	—	285 265
Autres éléments du résultat global		—	55 921	—	—	55 921
Résultat global		285 265	55 921	—	—	341 186
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	12 202	12 202
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	(2 884)	(2 884)
Exercice d'options sur actions	7a	—	—	29 666	(5 455)	24 211
Exercice d'unités d'actions liées au rendement (UAR)	7a	—	—	7 439	(7 439)	—
Rachat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	7a	—	—	(24 789)	—	(24 789)
Revente d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	7a	—	—	504	24	528
Solde au 31 décembre 2017		4 079 704	215 312	2 067 545	190 519	6 553 080

	Notes	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital-actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2016		3 778 848	304 128	2 194 731	186 901	6 464 608
Bénéfice net		275 651	—	—	—	275 651
Autres éléments du résultat global		—	(104 966)	—	—	(104 966)
Résultat global		275 651	(104 966)	—	—	170 685
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		—	—	—	9 632	9 632
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions		—	—	—	(2 198)	(2 198)
Exercice d'options sur actions	7a	—	—	31 801	(5 687)	26 114
Exercice d'UAR	7a	—	—	23 666	(23 666)	—
Rachat d'actions subalternes classe A avec droit de vote aux fins d'annulation	7a	(273 343)	—	(41 344)	—	(314 687)
Revente d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	7a	—	—	2 445	1 601	4 046
Solde au 31 décembre 2016		3 781 156	199 162	2 211 299	166 583	6 358 200

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	2017	2016
		\$	\$
Activités opérationnelles			
Bénéfice net		285 265	275 651
Ajustements pour :			
Amortissement		93 290	89 319
Charge d'impôt différé		(51 033)	32 476
Perte de change		3 317	1 372
Charges au titre des paiements fondés sur des actions		12 202	9 632
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	9a	67 049	(58 796)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		410 090	349 654
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie acquise)	8a	(198 997)	(150 897)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(30 022)	(30 395)
Ajouts de coûts liés à des contrats		(17 440)	(26 166)
Ajouts d'immobilisations incorporelles		(23 404)	(23 790)
Acquisition de placements non courants		(6 322)	(3 974)
Produit tiré de la vente de placements non courants		1 287	—
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(274 898)	(235 222)
Activités de financement			
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie		(41 796)	—
Augmentation de la dette à long terme		13 299	6 251
Remboursement de la dette à long terme		(13 263)	(120 373)
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises		(21 946)	(6 290)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	7a	(24 789)	—
Revente d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	7a	528	4 046
Rachat et annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	7a	—	(302 610)
Émission d'actions subalternes classe A avec droit de vote		24 214	25 196
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		(63 753)	(393 780)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		1 631	(3 272)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		73 070	(282 620)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		165 872	596 529
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		238 942	313 909

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 9).

Se reporter aux notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

1. Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la Société), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (TI), ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. Les services de la Société comprennent la gestion des TI et des fonctions d'affaires (impartition), l'intégration de systèmes, des services-conseils, ainsi que la vente de solutions d'affaires. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec), qui a été remplacée par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), sanctionnée le 14 février 2011, et ses actions sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3G 1T4, Canada.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle a été publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). De plus, les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les méthodes comptables décrites à la note 3, Sommaire des principales méthodes comptables, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2017. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme pour toutes les périodes présentées.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 31 janvier 2018.

3. Modifications de méthodes comptables

ADOPTION DE NORMES COMPTABLES

La modification à la norme existante suivante a été adoptée par la Société le 1^{er} octobre 2017 :

IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a modifié l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, qui exige la présentation d'informations additionnelles concernant les variations des passifs découlant des activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans des filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur. Les informations additionnelles seront présentées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur. Les analyses préliminaires réalisées par la Société sont susceptibles de changer, puisque la Société évalue actuellement l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise la méthode et le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. La norme remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires.

La norme entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2018 pour la Société. La norme peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : i) de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière; ii) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application. La Société n'a pas encore choisi de méthode de transition.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

3. Modifications de normes comptables (suite)

MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (suite)

Afin de se préparer à la conversion à l'IFRS 15, la Société a élaboré un plan de conversion détaillé en quatre étapes : 1) familiarisation, 2) évaluation détaillée de l'incidence, 3) conception, 4) mise en œuvre. Dans le cadre de la première étape, la Société a mis en place un Comité directeur qui est responsable de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de projet. Les membres du Comité directeur se rencontrent régulièrement et transmettent des mises à jour trimestrielles au Comité d'audit et de gestion des risques.

La Société a terminé l'étape de la familiarisation, qui comportait un examen sommaire des différences entre les exigences actuelles et celles de l'IFRS 15.

La Société est actuellement en voie de terminer la deuxième étape du plan de conversion qui porte sur l'évaluation détaillée des incidences des différences relevées. La Société s'attend à ce que les revenus tirés des contrats d'impartition, des services en gestion des processus d'affaires, des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils continuent d'être comptabilisés à mesure que les services sont fournis conformément aux méthodes comptables actuellement appliquées.

Actuellement, lorsque les licences d'utilisation de logiciels ont une valeur en soi pour le client et qu'elles sont considérées comme des éléments identifiables séparément, les revenus tirés d'accords visant la vente de licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés à la livraison. Selon l'IFRS 15, lorsqu'un accord vise d'importants services de personnalisation, les revenus tirés des licences d'utilisation de logiciels seront combinés à ceux des services, entraînant un changement du moment de leur comptabilisation. D'après l'analyse préliminaire des contrats impliquant la vente de licences réalisée jusqu'à maintenant, la Société ne prévoit aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

La Société évalue encore l'incidence de la norme et de ses autres interprétations, incluant les exigences à l'égard de l'information à fournir. Par conséquent, l'IFRS 15 pourrait avoir d'autres incidences sur les états financiers consolidés de la Société pour lesquelles une conclusion n'a pas encore été déterminée.

La Société réalise parallèlement les deux étapes restantes, portant sur la conception et la mise en œuvre. L'incidence du plan de conversion de la Société sur les autres éléments clés tels que les changements qui touchent les TI, les exigences en matière d'éducation et de formation, les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités commerciales, est évaluée au cours de ces deux étapes.

IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme entrera en vigueur pour la Société le 1^{er} octobre 2018 et requiert l'application rétrospective.

La norme simplifie le classement des actifs financiers, tout en reprenant la plupart des exigences de l'IAS 39. Les actifs financiers de la Société actuellement classés comme des prêts et créances continueront d'être évalués au coût amorti, et les actifs financiers actuellement classés comme disponibles à la vente continueront d'être évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui sera appliqué aux créances clients, aux montants à recevoir à long terme et aux obligations non courantes de la Société. La direction ne croit pas que la Société soit assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients et de sa stratégie d'atténuation des risques visant à investir dans des obligations d'État et de sociétés de première qualité notées A ou plus.

Finalement, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La Société s'attend à ce que les relations de couverture existantes qui sont actuellement désignées comme des relations de couvertures efficaces soient encore admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de ce nouveau modèle.

D'après l'analyse préliminaire réalisée jusqu'à maintenant, la Société ne prévoit aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

3. Modifications de normes comptables (suite)

MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet, pour les deux parties au contrat de location. La norme remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur. La norme entrera en vigueur pour la Société le 1^{er} octobre 2019 et l'application anticipée est permise. Dans les cas où la Société est le preneur, l'application de l'IFRS 16 devrait entraîner la comptabilisation au bilan de la plupart de ses contrats de location qui sont actuellement considérés comme des contrats de location simple et qui visent principalement la location de locaux. La Société s'attend également à une diminution de ses coûts immobiliers et à une augmentation de ses charges financières et de l'amortissement découlant de la modification apportée à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des charges locatives.

4. Coûts de restructuration

Au cours de l'exercice précédent, la Société a annoncé qu'elle engagera des coûts de restructuration d'environ 165 000 000 \$ afin d'améliorer la rentabilité en contrant la sous-utilisation des ressources de la Société attribuable aux changements de plus en plus rapides quant aux demandes des clients.

Depuis le début de ce programme, la Société a engagé des coûts totalisant 121 401 000 \$ dont un montant de 32 773 000 \$ a été passé en charges pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017. Ce montant comprend des coûts de restructuration liés à la cessation d'emploi de 30 124 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour restructuration, des coûts liés à des contrats de location visant des locaux libérés de 1 635 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour contrats de location déficitaires, et d'autres coûts de restructuration de 1 014 000 \$. De plus, au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a payé un montant total de 31 888 000 \$ dans le cadre de ce programme.

5. Impôts sur les bénéfices

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis (É.-U.) a adopté une réforme fiscale qui comprend plusieurs mesures, notamment la réduction du taux d'imposition des sociétés qui passera de 35 % à 21 % à compter du 1^{er} janvier 2018 et un impôt unique sur le rapatriement des bénéfices détenus par des filiales à l'étranger. En plus de la réforme fiscale aux É.-U., le gouvernement de la France a adopté une surtaxe des sociétés temporaire pour l'exercice en cours, et une réduction du taux d'imposition a également été adoptée par le gouvernement de la Belgique. Ainsi, pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé un montant net de 34 100 000 \$ au titre du recouvrement d'impôt sur les bénéfices découlant de la réévaluation de ses actifs et passifs d'impôt différé s'élevant à 45 500 000 \$, en partie contrebalancée par une charge d'impôt sur les bénéfices de 11 400 000 \$ en lien avec l'impôt sur le rapatriement des bénéfices aux É.-U.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

6. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 31 décembre 2017	Au 30 septembre 2017
	\$	\$
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 67 919 \$ au 31 décembre 2017 (65 850 \$ au 30 septembre 2017)	751 949	695 591
Pertes nettes sur les instruments financiers dérivés ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 71 563 \$ au 31 décembre 2017 (69 296 \$ au 30 septembre 2017)	(468 535)	(453 690)
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 3 869 \$ au 31 décembre 2017 (2 332 \$ au 30 septembre 2017)	3 358	1 670
Pertes nettes non réalisées sur les placements disponibles à la vente, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 228 \$ au 31 décembre 2017 (178 \$ au 30 septembre 2017)	(879)	(562)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Pertes de réévaluation nettes sur les régimes à prestations définies, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 18 930 \$ au 31 décembre 2017 (20 933 \$ au 30 septembre 2017)	(70 581)	(83 618)
	215 312	159 391

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017, des gains nets non réalisés de 606 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat global, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 475 000 \$, ont été reclassés au bénéfice net car les instruments financiers dérivés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

7. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action

a) Capital-actions

	Actions subalternes classe A avec droit de vote		Actions classe B à vote multiple			Total
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Au 30 septembre 2017	254 106 795	2 008 892	32 852 748	45 833	286 959 543	2 054 725
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions ¹	849 389	29 666	—	—	849 389	29 666
UAR exercées ²	—	7 439	—	—	—	7 439
Achetées et détenues en fiducie ³	—	(24 789)	—	—	—	(24 789)
Revendues et détenues en fiducie ³	—	504	—	—	—	504
Au 31 décembre 2017	254 956 184	2 021 712	32 852 748	45 833	287 808 932	2 067 545

Le 31 janvier 2018, le conseil d'administration de la Société a approuvé, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société permettant à celle-ci de racheter sur le marché libre, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 595 539 actions subalternes classe A avec droit de vote par l'entremise de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et/ou d'autres types de plateforme de négociation ou autrement conformément à des dispenses émises par les autorités en valeurs mobilières. Les actions subalternes classe A avec droit de vote peuvent être rachetées dès le 6 février 2018 jusqu'au 5 février 2019 au plus tard, ou plus tôt si la Société complétait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société n'a racheté aux fins d'annulation aucune action subalterne classe A avec droit de vote aux termes de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016, la Société a racheté 5 094 500 actions subalternes classe A avec droit de vote aux termes de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour une contrepartie en trésorerie de 314 687 000 \$, et l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 273 343 000 \$, a été imputé aux bénéfices non distribués. De ces actions subalternes classe A avec droit de vote rachetées, 196 800 actions d'une valeur comptable de 1 599 000 \$ et d'une valeur d'achat de 12 077 000 \$ étaient détenues par la Société et ont été payées et annulées après le 31 décembre 2016.

¹ La valeur comptable des actions subalternes classe A avec droit de vote comprend un montant de 5 455 000 \$ (5 687 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût de rémunération cumulé lié aux options sur actions exercées au cours de la période.

² Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, 172 068 UAR ont été exercées (659 640 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016), dont la valeur comptabilisée de 7 439 000 \$ (23 666 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016) a été retirée du surplus d'apport. Au 31 décembre 2017, 661 179 actions subalternes classe A avec droit de vote étaient détenues en fiducie en vertu des régimes d'UAR (468 668 au 31 décembre 2016) (note 7b).

³ Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, les fiduciaires, conformément aux modalités des régimes d'UAR et des contrats de fiducie, ont acheté sur le marché libre 372 290 actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société, pour une contrepartie en trésorerie de 24 789 000 \$ (néant au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016). De plus, au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, les fiduciaires ont revendu 7 711 actions subalternes classe A avec droit de vote qui étaient détenues en fiducie sur le marché libre conformément aux modalités des régimes d'UAR (64 000 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016). L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions subalternes classe A avec droit de vote, de l'ordre de 24 000 \$ (1 601 000 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016), s'est traduit par une augmentation du surplus d'apport.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

7. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action (suite)

b) Paiements fondés sur des actions

i) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants et administrateurs de la Société et de ses filiales, des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A avec droit de vote de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A avec droit de vote à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent généralement acquis sur une période de quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2017	15 237 883
Attribuées	177 750
Exercées (note 7a)	(849 389)
Éteintes	(1 215 042)
Échues	(2 351)
En cours au 31 décembre 2017	13 348 851

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017 et les hypothèses moyennes pondérées utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	2017	2016
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	13,44	13,44
Rendement du dividende (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) ¹	21,67	25,44
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,57	0,74
Durée prévue (en années)	4,00	4,00
Prix d'exercice (\$)	67,71	63,15
Cours de l'action (\$)	67,71	63,15

¹ La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue des options.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

7. Capital-actions, paiements fondés sur des actions et bénéfice par action (suite)

b) Paiements fondés sur des actions (suite)

ii) Unités d'actions liées au rendement

Le 27 septembre 2017, la Société a adopté un nouveau régime d'UAR ayant des modalités semblables à celles du régime d'UAR existant. En vertu des deux régimes d'UAR, le conseil d'administration peut attribuer aux cadres supérieurs et à d'autres employés clés (participants) des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A avec droit de vote pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le jour ouvrable précédant le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Sous réserve de l'atteinte d'objectifs de rendement, les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquièrent de l'une des deux façons suivantes : i) annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution; ii) à la fin de la période de quatre ans.

Les charges au titre des paiements fondés sur les actions sont comptabilisées en résultat comme une charge sur la période de quatre ans et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport, sur la base de l'acquisition graduelle des droits lorsque les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquièrent annuellement ou de façon linéaire lorsque les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquièrent à la fin de la période de quatre ans.

Les actions subalternes classe A avec droit de vote achetées dans le cadre des régimes d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. Les fiducies, considérées comme des entités structurées, sont consolidées dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 7a).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2017	468 668
Attribuées ¹	402 118
Exercées	(172 068)
Éteintes	(37 539)
En cours au 31 décembre 2017	661 179

¹ Les UAR attribuées au cours de la période étaient assorties d'une juste valeur à la date d'attribution de 64,73 \$ par unité.

c) Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice par action après dilution pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2017			2016		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action
	\$		\$	\$		\$
De base	285 265	286 799 266	0,99	275 651	303 179 061	0,91
Incidence nette des options sur actions et UAR dilutives ²		4 773 006			6 104 420	
	285 265	291 572 272	0,98	275 651	309 283 481	0,89

¹ Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société n'a racheté aucune action subalterne classe A avec droit de vote aux fins d'annulation, et 661 179 actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction (respectivement 5 094 500 et 468 668 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016).

² Le calcul du résultat par action après dilution exclut 5 281 199 options sur actions pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017 (respectivement 3 753 000 au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016) puisqu'elles étaient antidilutives.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

8. Investissements dans les filiales

a) Acquisitions

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a fait les acquisitions suivantes :

- Le 6 octobre 2017 et le 26 octobre 2017, la Société a acquis respectivement une tranche de 94,79 % et une tranche supplémentaire de 1,88 % des actions en circulation d'Affecto Plc, un fournisseur de premier plan de services et de solutions d'intelligence d'affaires et de gestion de l'information d'entreprise établi à Helsinki, en Finlande, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 145 044 000 \$. La Société prévoit acquérir la totalité des actions en circulation avant le 31 mars 2018. Les actions en circulation restantes que doit acquérir la Société sont obligatoirement rachetables et, par conséquent, sont comptabilisées dans les fournisseurs et autres créditeurs du bilan consolidé.
- Le 7 décembre 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Paragon Solutions Inc., une firme de services-conseils stratégiques, spécialisée en santé et en sciences de la vie et dotée d'une expertise informatique en TI, en transformation numérique et en intégration de systèmes, établie à Cranford, au New Jersey, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 77 715 000 \$.

Le prix d'acquisition des deux acquisitions mentionnées ci-dessus est affecté majoritairement au goodwill, qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt, et qui représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. La direction s'attend à finaliser la répartition du prix d'acquisition dès qu'elle aura recueilli tous les renseignements pertinents disponibles et jugés nécessaires à cette fin.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a également finalisé la répartition du prix d'acquisition de Summa Technologies, Inc., dont l'acquisition a été réalisée au cours de l'exercice précédent. Aucun ajustement important n'a été effectué.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a payé 196 831 000 \$ à même les fonds en caisse (déduction faite de la trésorerie acquise de 19 876 000 \$) à l'égard des acquisitions réalisées au cours de la période et a versé une contrepartie supplémentaire de 2 166 000 \$ liée aux acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016, la Société a acquis la totalité des unités de Collaborative Consulting, LLC (Collaborative), une société de services-conseils stratégiques en TI, spécialisée dans les secteurs des services financiers, des sciences de la vie et des services publics, établie à Boston, au Massachusetts, pour une contrepartie totalisant 150 897 000 \$ payée à même les fonds en caisse. Le prix d'acquisition a été affecté majoritairement au goodwill, qui est déductible aux fins de l'impôt.

Ces acquisitions sont alignées au modèle de proximité client de la Société et solidifieront davantage ses capacités à l'échelle mondiale dans plusieurs secteurs à forte demande pour la transformation numérique.

b) Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a passé en charges 15 746 000 \$ au titre des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration liés aux acquisitions réalisées au cours de la période. Ce montant comprend des frais connexes aux acquisitions de 885 000 \$ et des coûts d'intégration de 14 861 000 \$. Les frais connexes aux acquisitions se composent principalement des honoraires engagés dans le cadre des acquisitions. Les coûts d'intégration englobent principalement des coûts liés à la cessation d'emploi de 4 808 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour restructuration, des contrats de location visant des locaux libérés de 9 548 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour contrats de location déficitaires, et d'autres coûts d'intégration de 505 000 \$.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2016, la Société a passé en charges 3 105 000 \$ au titre des coûts d'intégration dans le cadre de l'acquisition de Collaborative. Les coûts connexes à l'intégration englobent principalement des coûts liés à la cessation d'emploi de 1 421 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour restructuration, des contrats de location visant des locaux libérés de 1 002 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour contrats de location déficitaires, et d'autres coûts d'intégration de 682 000 \$.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

9. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2017	2016
	\$	\$
Créances clients	(87 783)	(132 126)
Travaux en cours	126	32 419
Charges payées d'avance et autres actifs	18 242	19 383
Actifs financiers non courants	1 249	(1 545)
Fournisseurs et autres créditeurs	78 753	17 375
Rémunération à payer	1 521	7 273
Revenus différés	(4 318)	(16 092)
Provisions	6 533	(5 656)
Passifs non courants	3 436	(3 145)
Obligations au titre des prestations de retraite	(2 084)	(5 245)
Instruments financiers dérivés	1 490	922
Impôt sur les bénéfices	49 884	27 641
	67 049	(58 796)

b) Les intérêts nets et l'impôt sur les bénéfices payés sont classés dans les activités opérationnelles et s'établissent comme suit pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre :

	2017	2016
	\$	\$
Intérêts nets payés	15 597	16 239
Impôt sur les bénéfices payé	40 447	38 727

c) La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient entièrement composés d'encaisse non affectée au 31 décembre 2017 et au 30 septembre 2017.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

10. Information sectorielle

Au cours de l'exercice précédent, la direction révisait les résultats opérationnels de la Société selon les sept secteurs opérationnels suivants, soit les unités d'affaires stratégiques de la Société : É.-U.; pays nordiques européens; Canada; France (y compris le Luxembourg et le Maroc) (France); Royaume-Uni (R.-U.); est, centre et sud de l'Europe (principalement les Pays-Bas et l'Allemagne) (ECS) et Asie-Pacifique (y compris l'Australie, l'Inde et les Philippines) (Asie-Pacifique). Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a révisé sa structure de gestion. Par conséquent, la Société gère maintenant ses activités selon les neuf secteurs opérationnels suivants : Europe du Nord (y compris les pays nordiques européens, les pays Baltes et la Pologne); Canada; France (y compris le Luxembourg et le Maroc) (France); É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux; É.-U. Gouvernement fédéral américain; Royaume-Uni (R.-U.); est, centre et sud de l'Europe (principalement les Pays-Bas et l'Allemagne) (ECS); Centres mondiaux de prestation de services en Asie-Pacifique (Inde et Philippines) et Australie. Les deux derniers secteurs opérationnels, dont les revenus, les bénéfices et les actifs représentent moins de 10 % des revenus totaux, du bénéfice total et du total des actifs de la Société, ont été regroupés sous le secteur Asie-Pacifique.

Les tableaux ci-après présentent de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion révisée, qui comprend le transfert de ses activités en Pologne, qui sont passées du secteur opérationnel ECS à celui de l'Europe du Nord. La Société a révisé, de façon rétrospective, l'information sectorielle comparative pour la rendre conforme à la nouvelle structure d'information sectorielle.

Période de trois mois close le 31 décembre 2017

	Europe du Nord	Canada	France	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U.	ECS	Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	472 404	411 715	418 761	398 598	359 073	294 557	301 180	160 607	2 816 895
Bénéfice avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les coûts de restructuration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices ¹	44 610	89 263	66 055	60 251	48 358	47 871	18 519	31 405	406 332
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 8b)									(15 746)
Coûts de restructuration (note 4)									(32 773)
Charges financières nettes									(17 134)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices									340 679

¹ Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017, l'amortissement total de 92 605 000 \$ inclus dans les secteurs Europe du Nord, Canada, France, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U., ECS et Asie-Pacifique était de respectivement 13 937 000 \$, 17 657 000 \$, 8 313 000 \$, 17 423 000 \$, 5 069 000 \$, 16 670 000 \$, 9 448 000 \$ et 4 088 000 \$.

Période de trois mois close le 31 décembre 2016

	Europe du Nord	Canada	France	É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux	É.-U. Gouvernement fédéral américain	R.-U.	ECS	Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	420 587	393 515	376 568	362 592	346 661	347 552	285 592	142 652	2 675 719
Bénéfice avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices ¹	45 913	87 405	46 941	69 469	45 238	50 381	21 396	29 918	396 661
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 8b)									(3 105)
Charges financières nettes									(18 520)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices									375 036

¹ Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2016, l'amortissement total de 88 989 000 \$ inclus dans les secteurs Europe du Nord, Canada, France, É.-U. Secteur privé et gouvernements locaux, É.-U. Gouvernement fédéral américain, R.-U., ECS et Asie-Pacifique était de respectivement 12 055 000 \$, 14 440 000 \$, 7 995 000 \$, 17 193 000 \$, 7 410 000 \$, 14 911 000 \$, 9 540 000 \$ et 5 445 000 \$.

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la rubrique Sommaire des principales méthodes comptables (note 3) des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2017. Les revenus intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces revenus provenaient de tiers.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

11. Instruments financiers

JUSTE VALEUR

Tous les instruments financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Par la suite, les actifs financiers classés comme des prêts et créances et les passifs financiers classés comme autres passifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs et passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du bénéfice net et classés comme disponibles à la vente sont par la suite évalués à la juste valeur.

La Société a effectué les classements suivants :

Désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés sauf s'ils sont admissibles à la comptabilité de couverture. De plus, les actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants ont été désignés par la direction à la juste valeur par le biais du bénéfice net au moment de leur comptabilisation initiale étant donné que ce classement reflète la stratégie d'investissement de la direction.

Prêts et créances

Les créances clients, la trésorerie comprise dans les fonds détenus pour des clients et les montants à recevoir à long terme comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

Disponibles à la vente

Les obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et dans les placements non courants comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

Autres passifs

Les fournisseurs et autres créateurs, la rémunération à payer, la dette à long terme et les obligations liées aux fonds des clients.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan consolidé sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, mais qui sont observables pour l'actif ou le passif directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer les instruments financiers sont les suivantes :

- La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, de la facilité de crédit renouvelable non garantie et des autres dettes à long terme est évaluée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions;
- La juste valeur des obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et des placements non courants est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs au moyen des données de marché observables, comme les courbes de taux d'intérêt ou les écarts de crédit, ou en fonction de transactions similaires dans des conditions de concurrence normale;

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

11. Instruments financiers (suite)

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

- La juste valeur des contrats de change à terme est établie au moyen des taux de change à terme à la fin de la période de présentation de l'information financière;
- La juste valeur des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt est établie d'après les données du marché (principalement les courbes de taux d'intérêt, des taux de change et des taux d'intérêt) pour calculer la valeur actualisée de tous les flux de trésorerie estimés;
- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est établie au moyen des cours observables;
- La juste valeur des actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants se fonde sur des cours observables à la date de clôture.

Aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017.

Les passifs financiers évalués au coût amorti classés selon la hiérarchie des justes valeurs sont présentés dans le tableau ci-après :

	Niveau	Au 31 décembre 2017		Au 30 septembre 2017	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
		\$	\$	\$	\$
Passifs financiers dont la juste valeur est présentée					
Autres passifs					
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	Niveau 2	1 543 058	1 618 481	1 542 428	1 638 980
Facilité de crédit renouvelable non garantie	Niveau 2	159 709	159 709	200 000	200 000
Obligations autres qu'en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	52 572	51 829	61 703	60 847
Obligations en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	26 823	26 740	29 794	29 667
Autre dette à long terme	Niveau 2	40 730	39 736	28 078	27 348
		1 822 892	1 896 495	1 862 003	1 956 842

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

11. Instruments financiers (suite)

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur classés selon la hiérarchie des justes valeurs sont présentés dans le tableau ci-après :

	Niveau	Au 31 décembre 2017	Au 30 septembre 2017
		\$	\$
Actifs financiers			
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 2	238 942	165 872
Actifs au titre du régime de rémunération différée	Niveau 1	45 654	46 906
		284 596	212 778
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture			
Instruments financiers dérivés courants	Niveau 2	13 873	8 152
Instruments financiers dérivés non courants	Niveau 2	10 999	24 939
		24 872	33 091
Disponibles à la vente			
Obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients	Niveau 2	194 935	195 509
Placements non courants	Niveau 2	27 876	23 047
		222 811	218 556
Passifs financiers			
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture			
Instruments financiers dérivés courants	Niveau 2	31 336	12 069
Instruments financiers dérivés non courants	Niveau 2	69 481	82 365
		100 817	94 434

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

11. Instruments financiers (suite)

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments financiers dérivés en cours :

	Comptabilisés dans	Au 31 décembre 2017	Au 30 septembre 2017
		\$	\$
Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Swaps de devises de 831 400 \$ en euros désignés comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe (831 400 \$ au 30 septembre 2017)	Actifs courants	6 343	2 907
	Actifs non courants	—	14 539
	Passifs non courants	3 166	—
Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs			
Contrats de change à terme de 78 850 \$ US entre le dollar américain et la roupie indienne (65 691 \$ US au 30 septembre 2017)	Actifs courants	1 009	37
	Actifs non courants	1 154	162
	Passifs courants	—	330
	Passifs non courants	—	427
Contrats de change à terme de 177 296 \$ entre le dollar canadien et la roupie indienne (146 881 \$ au 30 septembre 2017)	Actifs courants	5 849	4 644
	Actifs non courants	7 914	7 429
	Passifs courants	299	554
	Passifs non courants	263	969
Contrats de change à terme de 35 113 € entre l'euro et la roupie indienne (21 483 € au 30 septembre 2017)	Actifs courants	113	—
	Actifs non courants	44	—
	Passifs courants	145	275
	Passifs non courants	179	366
Contrats de change à terme de 47 779 £ entre la livre sterling et la roupie indienne (29 034 £ au 30 septembre 2017)	Actifs courants	57	24
	Actifs non courants	33	—
	Passifs courants	318	771
	Passifs non courants	438	895
Contrats de change à terme de 66 749 € entre l'euro et la livre sterling (75 374 € au 30 septembre 2017)	Actifs courants	46	33
	Actifs non courants	42	70
	Passifs courants	1 589	1 477
	Passifs non courants	1 896	1 987
Contrats de change à terme de 49 140 € entre l'euro et le dirham marocain (53 527 € au 30 septembre 2017)	Actifs non courants	1 376	2 669
	Passifs courants	1 924	1 681
	Passifs non courants	4 898	5 427
Autres contrats de change à terme	Actifs courants	456	507
	Actifs non courants	436	70
	Passifs courants	1 213	231
	Passifs non courants	221	345

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de trois mois closes les 31 décembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

11. Instruments financiers (suite)

ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

	Comptabilisés dans	Au 31 décembre 2017	Au 30 septembre 2017
		\$	\$
Couvertures de flux de trésorerie sur les billets de premier rang non garantis en devise américaine			
Swaps de devises de 600 000 \$ US en dollars canadiens (600 000 \$ US au 30 septembre 2017)	Passifs courants	25 848	6 750
	Passifs non courants	53 113	69 540
Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine			
Swaps de taux d'intérêt fixe contre taux variable de 250 000 \$ US (250 000 \$ US au 30 septembre 2017)	Passifs non courants	5 307	2 409